

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3109

31 décembre 2012

### SOMMAIRE

1618 Investment Funds .....	149190	Eurocredit Value Opportunities I S.à.r.l.	149194
Adviser I Funds .....	149188	FMBE S.A. ....	149200
Amaris Group S.A. ....	149232	FMP Promotion S.A. ....	149200
AMBIENTE A.G. - Niederlassung Luxemburg .....	149192	FMS Services S.A. ....	149198
Amethis Finance Luxembourg .....	149225	Foncière de la Pétrusse .....	149188
Antoine Lazzara S.à r.l. et Cie, S.à r.l. ...	149200	Fondiam S.A. ....	149190
Ascari SA .....	149200	Garden Property S.A. ....	149197
BL .....	149191	Getex S.A. ....	149197
BL Fund Selection .....	149192	Green Bear S.A. ....	149186
Brianfid-Lux S.A. ....	149200	HLC S.à r.l. ....	149197
Celliers des Grands Crûs .....	149196	Huber Lux Financing Co. S.à r.l. ....	149196
Cine-Eye S.A. ....	149196	I.B.B. Baugesellschaft mbH .....	149197
Colliane Invest S.A. ....	149196	Ici Lux S.A. ....	149198
Compagnie Financière St. Exupéry S.A. ....	149196	Interpublic Group of Companies Holding (Luxembourg) S.à r.l. ....	149193
Cordiant Luxembourg S.A. ....	149214	I.P.F. - CA Gaz et Eau s.à r.l. ....	149197
Cornwall (Luxembourg) S.à r.l. ....	149193	Luxco IITCC S.A. ....	149191
Cuvée S.A. ....	149189	Mirousti Investments S.à r.l. ....	149198
Dande S.à r.l. ....	149195	Mountmellick .....	149198
Desi S.à.r.l. ....	149193	O2F S.à r.l. ....	149232
Digidoc International Sàrl .....	149195	Oso Group S.A. ....	149199
Digro Gas-Service S.à r.l. ....	149195	Pentavest S.à r.l. ....	149199
Dilos S.A. ....	149194	Prisma Alternatives Fund .....	149201
Divad Investissements S.A. ....	149194	Sabula Investment S.A. ....	149190
Doushan S.A., SPF .....	149194	Samsalux S.A. ....	149189
Edelweiss Properties S.A. ....	149195	Société Anonyme Paul WURTH .....	149186
Electricité Nico May S.à r.l. ....	149195	Société Méditerranéenne de Conseils S.A. ....	149199
Elixia Holding S.à r.l. ....	149193	Solway Commodities Sàrl .....	149199
Espresso Real Estate S.à r.l. ....	149194		

**Société Anonyme Paul WURTH, Société Anonyme.**

Siège social: L-1122 Luxembourg, 32, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 4.446.

Les actionnaires de la Société Anonyme Paul Wurth sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi 18 janvier 2013, à 11.30 heures, au siège social, 32, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Désignation de nouveaux mandataires au Conseil d'Administration et ratification d'une cooptation intervenue
2. Modification des articles 10, 11, 12, 23 et 24 des statuts
3. Divers.

Le texte entier des modifications statutaires soumises au vote peut être consulté par tout actionnaire au siège de la société.

Chaque action est assortie d'un droit de vote. Le Conseil d'Administration a l'honneur de rappeler aux actionnaires que, pour pouvoir prendre part à l'Assemblée, ils auront à se conformer aux articles 18 et 19 des statuts.

Le dépôt des actions pour l'Assemblée pourra être effectué jusqu'au vendredi 11 janvier 2013 inclus au siège social ou dans un des établissements suivants:

- 1) à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg
- 2) à la BGL BNP Paribas
- 3) à la Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Toutefois, les actionnaires qui sont inscrits au registre des actionnaires depuis le 11 janvier 2013 au plus tard sont admis à l'assemblée sans autre formalité.

Les procurations devront être déposées au siège de la société le mardi 15 janvier 2013 au plus tard.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2012167398/3429/27.

---

**Green Bear S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 114.689.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 17 janvier 2013 à 14.30 heures au siège social de la Société, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Autorisation à accorder au Conseil d'Administration d'augmenter le capital souscrit actuel de trois millions neuf cent vingt-trois mille dix euros (3.923.010,- EUR) d'un montant de un million huit cent soixante-neuf mille trois cent cinquante euros (1.869.350,- EUR) à l'intérieur du capital autorisé pour une durée de cinq (5) ans. Fixation du capital autorisé au montant de cinq millions sept cent quatre-vingt-douze mille trois cent soixante euros (5.792.360,- EUR), le cas échéant par la création et l'émission, en une fois ou en tranches successives, de cinquante-trois mille quatre cent dix (53.410) actions nouvelles de Classe A d'une valeur nominale de trente-cinq euros (35,- EUR) chacune. Ces actions nouvelles pourront uniquement être émises:
  - pour un maximum de vingt-trois mille quatre cent dix (23.410) actions nouvelles, dans le cadre de l'exercice éventuel des vingt-trois mille quatre cent dix (23.410) bons de souscription d'actions «GB 3» (échéance décembre 2013), «GB 4» (échéance janvier 2014), «GB Wind» (échéance février 2015) ainsi que ceux émis par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 02/09/09 (échéance août 2014),
  - pour un maximum de trente mille (30.000) actions nouvelles, dans le cadre de l'attribution de bons de souscription d'actions à un prix d'exercice de trente-cinq euros (35,- EUR) par bon, aux actionnaires qui participeront à un prêt à la Société d'un montant maximum de trois millions d'euros (3.000.000,- EUR) visant à assurer les besoins de trésorerie à court terme de la Société, à raison d'un bon de souscription (exercable à tout moment dans un délai de trois ans après la date d'échéance du prêt) attribué par tranche de cent euros (100,- EUR) de prêt souscrit.
2. Autorisation au Conseil d'Administration de supprimer le droit préférentiel de souscription en relation avec l'émission et la conversion des bons de souscription d'actions sous le capital autorisé, étant entendu que le Conseil d'Administration ne pourra en aucun cas refuser la conversion desdits bons de souscription, déjà émis ou à émettre,

à l'un quelconque de leurs détenteurs dans la mesure où cette conversion est demandée conformément aux modalités d'émission des bons de souscription en question.

3. Modification subséquente de l'article 5, paragraphe 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

«Capital autorisé:

Le capital social de la Société pourra être porté de son montant actuel à cinq millions sept cent quatre-vingt-douze mille trois cent soixante euros (5.792.360,- EUR), le cas échéant par la création et l'émission, en une fois ou en tranches successives, de cinquante-trois mille quatre cent dix (53.410) actions nouvelles de Classe A d'une valeur nominale de trente-cinq euros (35,- EUR) chacune. Ces actions nouvelles pourront uniquement être émises:

- pour un maximum de vingt-trois mille quatre cent dix (23.410) actions nouvelles, dans le cadre de l'exercice éventuel des vingt-trois mille quatre cent dix (23.410) bons de souscription d'actions «GB 3» (échéance décembre 2013), «GB 4» (échéance janvier 2014), «GB Vind» (échéance février 2015) ainsi que ceux émis par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 02/09/09 (échéance août 2014),

- pour un maximum de trente mille (30.000) actions nouvelles, dans le cadre de l'attribution de bons de souscription d'actions à un prix d'exercice de trente-cinq euros (35,- EUR) par bon, aux actionnaires qui participeront à un prêt à la Société d'un montant maximum de trois millions d'euros (3.000.000,- EUR) visant à assurer les besoins de trésorerie à court terme de la Société, à raison d'un bon de souscription (exercable à tout moment dans un délai de trois ans après la date d'échéance du prêt) attribué par tranche de cent euros (100,- EUR) de prêt souscrit.

Le Conseil d'Administration de la Société est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital uniquement et conformément au paragraphe 5 «Capital autorisé» du présent article, en une fois ou en tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital,

- à supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles à émettre dans le cadre du capital autorisé et en relation avec l'émission et la conversion des bons de souscription d'actions définies au paragraphe 5 «Capital autorisé» du présent article, étant entendu que le Conseil d'Administration ne pourra en aucun cas refuser la conversion des bons de souscription, déjà émis ou à émettre, à l'un quelconque de leurs détenteurs dans la mesure où cette conversion est demandée conformément aux modalités d'émission des bons de souscription en question,

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives telles que définies dans le paragraphe 5 «Capital autorisé» du présent article, ainsi que les modalités de libération des actions nouvelles octroyées en contrepartie des bons de souscription attribués.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la publication de cette modification statutaire et peut être renouvelée, dans le cadre et les conditions définies au paragraphe 5 «Capital autorisé» du présent article, par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.»

4. Modification des modalités de délibération et de vote au sein du Conseil d'Administration, fixation des modalités de convocation du Conseil d'Administration et modification subséquente de l'article 8 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

«Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, laquelle majorité doit comprendre au moins un administrateur de catégorie «A» et un administrateur de catégorie «B» pour que la décision soit adoptée. Le mandat entre administrateurs peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, signature électronique ou tout autre moyen sécurisé étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, télécopie, signature électronique ou par tout autre moyen sécurisé.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix, laquelle majorité doit comprendre au moins un administrateur de catégorie «A» et un administrateur de catégorie «B» pour que la décision soit adoptée. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du président ou sur convocation conjointe d'un administrateur de catégorie «A» et d'un administrateur de catégorie «B», au lieu indiqué dans l'avis de convocation, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige.

Convocation écrite de toute réunion du Conseil d'Administration de la Société sera adressée à tous les administrateurs au moins 5 jours ouvrés avant la date prévue pour la réunion.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration de la Société et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, télégramme, télex ou courrier élec-

tronique. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration de la Société se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.»

5. Modification des modalités d'engagement de la Société vis-à-vis des tiers et modification subséquente de l'article 10 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:  
«Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, l'un de catégorie «A» et l'autre de catégorie «B», ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.»
6. Démission de deux administrateurs de la Société.
7. Fixation du nombre d'administrateurs à sept (7) et nomination de quatre nouveaux administrateurs: Messieurs Filippo (Philippe) SETTON (catégorie «A»), Hubert DELAHAYE (catégorie «B»), Marc FUES (catégorie «B») et Bernard SONNTAG (catégorie «B»).

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, qu'il soit actionnaire ou non, une action donnant droit à une voix, pour autant que la qualité d'actionnaire soit justifiée.

Les représentations ou votes par procuration ne pourront être pris en compte que si les pouvoirs sont parvenus au siège social de la Société au plus tard la veille de la date de l'assemblée générale extraordinaire, accompagnés des justificatifs originaux de la qualité d'actionnaire (titre au porteur, certificat d'inscription nominative).

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2012170220/1429/110.

**Adviser I Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 74.992.

Der Verwaltungsrat lädt hiermit die Aktionäre zur

**ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

des ADVISER I FUNDS ein, die am 18. Januar 2012 um 12.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfindet.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrates sowie des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung des geprüften Jahresberichtes zum 31. August 2012
3. Ergebnisverwendung
4. Entlastung des Verwaltungsrates
5. Wahl oder Wiederwahl des Wirtschaftsprüfers
6. Wahl oder Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates
7. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Vollmachten sind am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre depotführende Bank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung zu beauftragen, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der ordentlichen Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Arbeitstage vor der ordentlichen Generalversammlung vorliegen.

Aktionäre, die an der ordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, müssen sich zum o.g. Stichtag vor der ordentlichen Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft anmelden.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2012171156/30.

**Foncière de la Pétrusse, Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 96.298.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée le 28 décembre 2012 à 15h n'ayant pas réuni le quorum exigé par la loi, les actionnaires de la société FONCIERE DE LA PETRUSSE S.A. (la "Société") sont par la présente invités à assister à une

**DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

des actionnaires de la Société qui sera tenue le 30 janvier 2013 à 14h au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, afin de se prononcer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Transfert du siège social de la Société au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat et modification subséquente de l'article deux (2), premier alinéa des statuts. Insertion de la possibilité pour le conseil d'administration de transférer le siège à l'intérieur de la commune;
2. Mise à jour des statuts afin d'y intégrer les modifications apportées par la loi du 25 août 2006 à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
3. Acceptation de la démission de M. Romain Thillens, administrateur démissionnaire, décharge et nomination de son remplaçant;
4. Divers.

Il est rappelé aux actionnaires que pour des raisons techniques, ils ne peuvent assister à l'assemblée générale par visioconférence. Ils peuvent cependant donner procuration pour se faire représenter à l'assemblée générale.

Les actionnaires sont avertis que cette deuxième Assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée, conformément à l'article 67 de la loi coordonnée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2012169228/26.

---

**Samsalux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 141.005.

---

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée le 28 décembre 2012 à 15h n'ayant pas réuni le quorum exigé par la loi, les actionnaires de la société SAMSALUX S.A. (la "Société") sont par la présente invités à assister à une

**DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

des actionnaires de la société qui sera tenue le 30 janvier 2013 à 14h au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, afin de se prononcer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Transfert du siège social de la Société au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat et modification subséquente de l'article premier (1<sup>er</sup>), deuxième alinéa des statuts. Insertion de la possibilité pour le conseil d'administration de transférer le siège à l'intérieur de la commune;
2. Modification de l'article cinq (5) des statuts par l'ajout d'un nouveau cinquième alinéa introduisant la possibilité au Conseil d'Administration de prendre des décisions par voie circulaire;
3. Divers.

Il est rappelé aux actionnaires que pour des raisons techniques, ils ne peuvent assister à l'assemblée générale par visioconférence. Ils peuvent cependant donner procuration pour se faire représenter à l'assemblée générale.

Les actionnaires sont avertis que cette deuxième Assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée, conformément à l'article 67 de la loi coordonnée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2012169229/24.

---

**Cuvée S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 69.545.

---

Le quorum requis par l'article 67-1, paragraphe (2) de la loi du 10 août 1915, concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 décembre 2012, Messieurs les Actionnaires de CUVÉE S.A. sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui est reconvoquée devant Notaire pour le mercredi 16 janvier 2013 à 11.30 heures au siège social.

*Ordre du jour:*

1. Rapport du commissaire-vérificateur à la liquidation,
2. Approbation des rapports du commissaire-vérificateur et du Liquidateur,

3. Approbation des comptes de liquidation au 26.11.2012,
4. Décharge à accorder au commissaire-vérificateur à la liquidation et au Liquidateur,
5. Clôture de la liquidation,
6. Décision sur le lieu de conservation des archives.

Le Liquidateur.

Référence de publication: 2012161391/19.

---

**Sabula Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 98.956.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 8 janvier 2013 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012168527/795/15.

---

**1618 Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 42.619.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV 1618 INVESTMENT FUNDS à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 9 janvier 2013 à 09.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2012
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2012167389/755/25.

---

**Fondiam S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 114, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 39.687.

Messieurs, Mesdames les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à la nouvelle

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE**

le quorum légal des actionnaires présents n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire du 7 décembre 2012,

qui se tiendra à l'adresse du notaire Maître Karine REUTER, établie à L-4719 Pétange, 4, Rue Charlotte, le 16 janvier 2013 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour ordinaire:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats pour les exercices 2005 à 2011.
2. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Divers

*Ordre du jour extraordinaire délibérant dans les conditions de l'article 67-1 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales:*

1. Dissolution de la société et nomination d'un liquidateur.
2. Divers

Les actions sont à déposer à l'adresse du notaire Maître Karine REUTER au plus tard trois jours francs avant la date de l'assemblée.

Luxembourg, le 10 décembre 2012.

*Le Conseil d'Administration .*

Référence de publication: 2012160759/22.

---

**Luxco IITCC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 139.371.

---

Notice is hereby given that the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders of the Company will be held at the registered office of the Company, 42, rue de la Vallée, Grand Duchy of Luxembourg, on Thursday, *January 10<sup>th</sup>, 2013* at 14.30 for the following purposes:

*Agenda:*

1. reports of the Board of Directors and the Statutory Auditor;
2. presentation and approval of the annual accounts as at December 31, 2010 and 2011, allocation of results;
3. discharge to the Directors and the Statutory Auditor;
4. acknowledgment of the resignation of the Directors with discharge;
5. appointment of new Directors;
6. deliberation regarding the prospects of a future for the Company and its management and operations.

*For the Board of Directors.*

Référence de publication: 2012164582/1017/18.

---

**BL, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 45.243.

---

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV BL à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *10 janvier 2013* à 14.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2012
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2012167391/755/24.

---

**BL Fund Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.040.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV BL FUND SELECTION à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui se tiendra le 10 janvier 2013 à 15.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2012
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2012167392/755/24.

---

**AMBIENTE A.G. - Niederlassung Luxemburg, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart.

R.C.S. Luxembourg B 163.553.

*Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre der Belgischen Gesellschaft «AMBIENTE Aktiengesellschaft» Abgehalten am 17. Oktober 2012 um 10.00 Uhr in Wemperhardt*

Durch Beschluss vom 17. Oktober 2012, trifft die Gesellschaft "AMBIENTE A.G." Aktiengesellschaft (Register der Juristischen Personen Eupen 0863.451.834) folgende Entscheidungen:

Für die Niederlassung:

Die Generalversammlung akzeptiert den Rücktritt von Herrn Marcus LOHR, geboren am 26/07/1966 in Mayence (D) wohnhaft in D-54311 Trierweiler, Am Krümmelweg 11 von seiner Funktion als "Administrativer Geschäftsführer" mit sofortiger Wirkung.

Die Generalversammlung beruft Herrn Hubertus OVERBEEK, geboren am 18/02/1950 in Gendringen (NL) und wohnhaft in NL-7047 Braamt, Schepersweg 5 von seiner Funktion als "Administrativer Geschäftsführer" mit sofortiger Wirkung ab.

Für die belgische Gesellschaft:

Die Generalversammlung akzeptiert den Rücktritt von Herrn Marcus LOHR, geboren am 26/07/1966 in Mayence (D) wohnhaft in D-54311 Trierweiler, Am Krümmelweg 11 von seiner Funktion als "Verwaltungsratsmitglied" mit sofortiger Wirkung.

Die Generalversammlung beruft Herrn Hubertus OVERBEEK, geboren am 18/02/1950 in Gendringen (NL) und wohnhaft in NL-7047 Braamt, Schepersweg 5 von seiner Funktion als "Verwaltungsratsmitglied" mit sofortiger Wirkung ab.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautende Ausfertigung

Ein Verwaltungsratsmitglied

Référence de publication: 2012151460/27.

(120200077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

---



**Interpublic Group of Companies Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 66.174.840,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 74.293.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2011 de sa société mère, THE INTERPUBLIC GROUP OF COMPANIES, INC. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2012.

Référence de publication: 2012151754/14.

(120199954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

**Desi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3385 Noertzange, 13, route de Kayl.

R.C.S. Luxembourg B 116.986.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2012158180/10.

(120209290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Cornwall (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 127.594.

Les comptes annuels au 15 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour CORNWALL (LUXEMBOURG) S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012158152/11.

(120209225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Elixia Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.****Capital social: NOK 7.197.705,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 160.877.

*Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société Elixia Holding S.à r.l. du 28 novembre 2012*

1. Acceptation de la démission de Monsieur Hannu Ryöppönen, né le 25 mars 1952 à Pernaja, Finlande, résidant à Toll Bar House, Exton Lane, Burley, Rutland, LE15 7TA, Royaume-Uni, en tant que gérant de la catégorie A de la société avec effet du 21 novembre 2012.

2. Acceptation de la nomination de Monsieur Claes Johan Gustaf Geijer, né le 15 juin 1957 à Stockholm, Suède, résidant à 31, rue Franz Clement, L-1345 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la catégorie A de la société avec effet du 20 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2012.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2012158188/19.

(120209070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Doushan S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 41.199.

Les Bilans au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012158187/10.

(120209504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Divad Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 121.788.

Les comptes au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIVAD INVESTISSEMENTS S.A.

Régis DONATI / Jean-Marc HEITZ

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2012158184/12.

(120209298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Dilos S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-7268 Bereldange, 23, Cité Aline Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 25.680.

Les comptes annuels arrêtés au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2012158183/10.

(120209171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Eurocredit Value Opportunities I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 146.111.

Les comptes annuels au 30 avril 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012158192/10.

(120209438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Espresso Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 49A, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 34.720.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2011.

*Pour la société Espresso Real Estate s.à r.l.*

Signature

Référence de publication: 2012158190/12.

(120208785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Dande S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 158.612.

Les comptes annuels pour la période du 12 janvier 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 26 novembre 2012.

Référence de publication: 2012158174/11.

(120209002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

---

**Digidoc International Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 66.374.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*  
*Un gérant*

Référence de publication: 2012158181/11.

(120208782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

---

**Digro Gas-Service S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7480 Tuntange, 1, rue de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 155.463.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 décembre 2012.

*Krieger Jean-Claude*  
*Le Cabinet Comptable*

Référence de publication: 2012158182/12.

(120209397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

---

**Edelweiss Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 83.723.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012158200/10.

(120208842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

---

**Electricité Nico May S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7381 Bofferdange, 134, Cité Roger Schmitz.  
R.C.S. Luxembourg B 85.259.

Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012158201/10.

(120209349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

---

**Compagnie Financière St. Exupéry S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 74.133.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012158149/10.

(120209356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Colliane Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 144.520.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012158148/10.

(120209114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Celliers des Grands Crûs, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6688 Mertert, 5, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 57.577.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012158138/10.

(120209045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Cine-Eye S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 139.940.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 8 octobre 2012.

Référence de publication: 2012158143/10.

(120209547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Huber Lux Financing Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 50.000,00.**

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 114.314.

En date du 18 octobre 2012, suite à une fusion par absorption l'associé unique Huber Europe Holding Limited, avec siège social au 2, Church Street, HM 11 Bermudes, a cédé la totalité de ses 500 parts sociales à Huber Global Holding Limited, avec siège social au Clarendon House, 2 Church Street, HM 11 Hamilton, Bermudes, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique de la société est Huber Global Holding Limited, avec 500 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2012.

Référence de publication: 2012158267/14.

(120209102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**I.P.F. - CA Gaz et Eau s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3378 Livange, Zone Industrielle, route de Bettembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 27.280.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012158281/10.

(120209537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**I.B.B. Baugesellschaft mbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9749 Fischbach, 6, Giällewee.  
R.C.S. Luxembourg B 95.914.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2012158280/11.

(120209489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**HLC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 107.702.

Le bilan et l'annexe au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un gérant*

Référence de publication: 2012158276/11.

(120208783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Garden Property S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 82.599.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012158251/10.

(120208839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Getex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 50.101.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2012.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2012158254/12.

(120208761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

**Mirousti Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 127.648.

—  
*Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 16 août 2012*

1. Mme Nancy BLEUMER a démissionné de son mandat de gérante de classe B.

2. Mme Valérie PECHON, administrateur de sociétés, née à Caracas (Venezuela), le 10 novembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante de classe B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 3 décembre 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *MIROUSTI INVESTMENTS S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012157801/16.

(120208012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.

---

**Ici Lux S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 29.480.

—  
La société ECOGEST S.A. dénonce avec effet immédiat le siège de la société ICI LUX S.A., inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 29.480.

La société ICI LUX S.A. n'est plus autorisée à fixer son siège au 4, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signé à Luxembourg, le 30 novembre 2012.

ECOGEST S.A.

Référence de publication: 2012157687/12.

(120208698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.

---

**FMS Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 101.240.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 20 juin 2012*

Démission de Monsieur Steven AMEYE, domicilié au 39, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en tant que Commissaire aux comptes, avec effet au 20 juin 2012.

Nomination de Madame Rachel SURIANI, née le 13 avril 1968 à Villerupt (France), domiciliée au 39 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, comme nouvel Commissaire aux comptes en remplacement de Monsieur Steven AMEYE démissionnaire.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale de 2015.

*Pour la société*

FMS SERVICES S.A.

Référence de publication: 2012157644/16.

(120208058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.

---

**Mountmellick, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 124.742.

—  
A l'associé unique

Je vous présente ma démission comme gérant B de votre société avec effet le 19 novembre 2012.

Le 19 Novembre 2012.

Donal Mulcahy.

Référence de publication: 2012157782/10.

(120208278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.

---

**Oso Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 141.071.

—  
EXTRAIT

Le conseil de surveillance, dans ses résolutions circulaires du 5 septembre 2012, a pris note de la démission de Madame Brinda DABYSING de ses fonctions de membre du Conseil de surveillance, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2012 et a décidé de nommer en remplacement:

- Monsieur Fabrice BOULLÉ, Investment Analyst, Level 4 Travel House, Sir William Newton Street, Port Louis, République de Maurice, aux fonctions de membre de catégorie B du conseil de surveillance.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statuant sur l'approbation des comptes au 30 avril 2012.

Luxembourg, le 3 décembre 2012.

*Pour OSO GROUP S.A.*

Société anonyme

Référence de publication: 2012157838/17.

(120208121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.

---

**Pentavest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2370 Howald, 2, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 154.065.

- Il convient de modifier l'adresse du gérant de la Société Monsieur Jean Steffen du 41, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 décembre 2012.

Référence de publication: 2012157844/11.

(120208694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.

---

**Société Méditerranéenne de Conseils S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 62.001.

Par la présente, j'ai le regret de vous soumettre ma démission en tant qu'administrateur de votre société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 62001, et ce, avec effet immédiat

Luxembourg, le 12 Novembre 2012.

Jean Zeimet.

Référence de publication: 2012157935/10.

(120208385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.

---

**Solway Commodities Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 155.934.

—  
EXTRAIT

Suite aux résolutions prises par l'associé unique en date du 25 septembre 2012, il résulte que:

- Les mandats de Mr. Antoine Signorino-Gélo et de Mme. Christine Louis-Haberer, gérants A, et de Mr. André Seidelsohn, gérant B, ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2013.

- Le mandat de délégué à la gestion journalière de Mr. Antoine Signorino-Gélo a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

*Pour Solway Commodities Sàrl*

Référence de publication: 2012157901/16.

(120208502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.

---

**Brianfid-Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 6, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 81.520.

—  
*Rectificatif du dépôt L120205359 déposé le 28/11/2012*

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Fait à Luxembourg, le 26 novembre 2012.  
Référence de publication: 2012158114/11.  
(120209308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

---

**Antoine Lazzara S.à r.l. et Cie, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4664 Niedercorn, 7, rue de Sanem.  
R.C.S. Luxembourg B 16.104.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Itzig, le 4 décembre 2012.  
*Pour ANTOINE LAZZARA S.A R.L. ET CIE, S.A R.L.  
FIDUCIAIRE EVERARD - KLEIN S.A R.L.*  
Référence de publication: 2012158079/12.  
(120209199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

---

**Ascari SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 130.613.

—  
Les comptes annuels au 30.06.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
ASCARI S.A.  
Société Anonyme  
Référence de publication: 2012158084/11.  
(120209416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

---

**FMP Promotion S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1713 Luxembourg, 202B, rue de Hamm.  
R.C.S. Luxembourg B 120.944.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Signature.  
Référence de publication: 2012158231/10.  
(120209205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

---

**FMBE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4513 Niederkorn, 76A, route de Bascharage.  
R.C.S. Luxembourg B 156.381.

—  
Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Mandataire  
Référence de publication: 2012158230/10.  
(120208803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

---



**Prisma Alternatives Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 173.692.

—  
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the eleventh day of December  
Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Alceda Fund Management S.A., a company incorporated under the law of Luxembourg, with registered office in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Luxembourg,  
duly represented by Francis Kass, lawyer, residing in Luxembourg,  
by virtue of a proxy given in Senningerberg, on 20 November 2012.

The proxies given, signed *ne varietur* by all the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act have requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation (the "Articles") of a company which they form between themselves.

**Title I. - Name - Registered office, Duration, Purpose**

**Art. 1. Name.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of Prisma Alternatives Fund (hereinafter the "Company").

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the board of directors of the Company (the "Board of Directors").

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period of time.

**Art. 4. Purpose.** The purpose of the Company is to invest the funds available to it in units or shares of other open-ended and closed-ended undertakings for collective investment («UCI») as well as in other assets and financial instruments authorized by law with the aim of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law").

The Company may grant any guarantee and any form of security over its assets or otherwise secure any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company. The Company may also borrow money in any form or obtain any form of credit or lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

**Title II. - Share Capital - Shares - Net Asset Value**

**Art. 5. Share Capital - Classes of Shares - Sub-Funds.** The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law i.e. the equivalent in USD of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000). The initial capital is fifty thousand United States Dollars (USD 50,000.-) divided into five hundred (500) shares of no par value. The minimum capital of the Company must be achieved within six months after the date on which the Company has been authorized as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in units or shares of other open-ended and closed-ended undertakings for collective investment ("UCI") as well as in other assets and financial instruments authorized by law pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for the Sub-Funds (as defined hereinafter)

established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The Board of Directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (each a "Sub-Fund" and together the "Sub-Funds") within the meaning of Article 181 of the 2010 Law for one class of shares or for multiple classes of shares in the manner described in Article 11 hereof. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class or classes of shares. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The Board of Directors may create each Sub-Fund for an unlimited period or a limited period of time. In the latter case, at the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the shares in the relevant class(es) of shares, in accordance with Article 8 below, notwithstanding the provisions of Article 24 below. In respect of the relationships between the shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

The sales documents for the shares of the Company shall indicate the duration of each Sub-Fund.

Within each Sub-Fund, shares can furthermore be issued in series representing all shares issued on any Valuation Day in any class of shares.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

#### **Art. 6. Form of Shares.**

(1) Shares shall only be issued in registered book-entry form.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the Board of Directors.

Share certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

(2) Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board of Directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the shareholder's share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to

represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

(6) The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

**Art. 7. Issue of Shares.** The Board of Directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant class in the relevant series as determined in compliance with Article 11 hereof as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors. Notwithstanding the foregoing, with respect to any class of shares that is subject to a Performance Fee, the offer price may be calculated differently as set forth in the sales documents with respect to such class of shares. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed seven (7) Luxembourg bank business days from the relevant Valuation Day. The Board of Directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Board of Directors may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the Auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé") (as defined in Article 21 herein below) and provided that such securities comply with the investment objectives, policies and restrictions of the relevant Sub-Fund.

**Art. 8. Redemption of Shares.** Any shareholder may at any time require the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares may be redeemed in any class of shares; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be redeemed on such Valuation Days (each a "Redemption Day" and together the "Redemption Days") as provided for in sales documents for the shares of the Company.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board of Directors and /or the sales documents, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof. Shares in any Sub-Fund will not be redeemed if the calculation of the net asset value per share in such Sub-Fund is suspended in accordance with Article 12 hereof.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant class in the relevant series, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors shall determine. Notwithstanding the foregoing, with respect to any class of shares that is subject to a Performance Fee, the redemption price may be calculated differently as set forth in the sales documents with respect to such class of shares.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class. At the Company's discretion, the Company reserves the right to transfer any existing shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one class of shares into another appropriate class of shares without charge.

Further, if on any given Redemption Day, redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to the Article 9 hereof exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the number or value of shares in issue in a specific class, the Board of Directors may decide that all or part, on a pro rata basis for each shareholder asking for the redemption of his Shares, of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interest of the Company. On the next Redemption Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Redemption Day, on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing

the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed shares shall be cancelled.

**Art. 9. Conversion of Shares.** Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain classes of shares, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated on the same Redemption Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class. At the Company's discretion, the Company reserves the right to transfer any existing shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one class of shares into another appropriate class of shares without charge. Shares of any class will not be converted in circumstances where the calculation of the net asset value per share of such class is suspended by the Fund pursuant to Article 12 hereof.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

**Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares.** The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or the requirements of any state or governmental authority, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, financial or regulatory disadvantages or liabilities that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Persons").

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates, if any, representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice; in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and the certificate or certificates representing such registered shares will be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the

Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant class or classes of shares. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

U.S. Persons as defined in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Wherever used in these Articles, the term "U.S. Person" means any person that (a) is a "U.S. Person" as defined in Regulation S promulgated under the United States Securities Act of 1933, as amended, (b) is not a "Non-United States Person" as defined under the United States Commodity Exchange Act, as amended, or (c) is a "U.S. Person" as defined in the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended, and the regulations promulgated thereunder.

**Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share.** With respect to each class of shares, the net asset value per share in each series and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least once a month at a frequency determined by the Board of Directors, such date being referred to herein as the "Valuation Day".

The net asset value per share of each class within the relevant Sub-Fund will be determined as of any Valuation Day in the unit currency of such class or in the reference currency of the Sub-Fund and will be equal to the gross assets of the class less gross liabilities of the class (each in accordance with the valuation rules set forth in the Prospectus) as of any date of determination, divided by the number of shares of such class outstanding. Because the various classes of shares will be issued at different dates, the net asset value per share of each class within each Sub-Fund may differ.

The net asset value per share is determined by first allocating any increase or decrease in the net asset value of the relevant Sub-Fund for the period of calculation among each class of shares, then allocating any increase or decrease in the net asset value of the relevant class (and sub-class) of shares for such period among each class within the relevant Sub-Fund pro rata in accordance with the net asset value of each such class at the beginning of such period, and then dividing the net asset value of such class by the number of outstanding shares thereof. Shares within a class will have the same net asset value per share. Any Performance Fee or Management Fee determined with respect to a particular class thereof will be debited against the net asset value of such class within the relevant Sub-Fund. The net asset value per share of a class denominated in a unit currency other than the reference currency of the relevant Sub-Fund will be reported to shareholders unit currency and in the relevant reference currency, based on the exchange rate obtained by the Sub-Fund on the relevant date, net of all applicable fees and expenses. The net asset value of the shares shall be calculated to three decimal places.

To the extent feasible, expenses, fees and other liabilities will be accrued in accordance with International Financial Reporting Standards ("IFRS"). Reserves (whether or not in accordance with IFRS) may be taken for estimated or accrued expenses, liabilities or contingencies.

Notwithstanding the foregoing, with respect to any class of shares that is subject to a Performance Fee, the foregoing provisions may be modified or applied differently to account for the manner in which the Performance Fee is calculated and paid as set forth in the sales documents with respect to such class of shares.

The calculation of the net asset value of the different classes of shares in the relevant series shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;

6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

a) Units or shares of open-ended Portfolio Funds will be valued at their last reported net asset value as calculated in accordance with the terms and conditions of the respective governing agreement of each Portfolio Fund. If such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Board of Directors on a fair and equitable basis and in good faith.

b) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

c) The value of assets, which are listed or dealt in on any stock exchange, is based on the last available price on the stock exchange, which is normally the principal market for such assets.

d) The value of assets dealt in on any other Regulated Market is based on the last available price.

e) In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

f) The liquidating value of options contracts not traded on exchanges or on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the board of directors may deem fair and reasonable. Swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates' curve.

g) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the Board of Directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant Sub-Fund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation for all applications received on the relevant Valuation Day.

The Net Asset Value per Share of each Class and the issue and redemption prices per Share of each Sub-Fund may be obtained during business hours at the registered office of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

1) all loans, bills and accounts payable;

2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

3) all accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, management fees, including incentive fees -if any-, custodian fees, and corporate agents' fees);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to formation expenses, fees (investment management fees and performance fees, if any) payable to its investment managers, fees and expenses payable to its Auditor and

accountants, the Management Company, the Custodian (as defined in Article 27 herein below) and its correspondents, administrative agent and paying agent, any listing agent, domiciliary agent, any distributor(s) and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the Directors and officers of the Company and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses including the costs of preparing, printing, advertising, updating, monitoring, translating and distributing prospectuses and all other investor information documents, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, the costs for the publication of the issue, conversion, if any, and redemption prices and all other operating expenses, the costs for the publication of the issue and redemption prices, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, and telephone. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount payable for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board of Directors shall establish a class of shares in respect of each Sub Fund and may establish multiple classes of shares in respect of each Sub Fund in the following manner:

(a) If multiple classes of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned provided however, that within a Sub-Fund, the Board of Directors is empowered to define classes of shares so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific assignment of distribution, shareholder services or other fees and/or (v) the currency or currency unit in which the class may be quoted and based on the rate of exchange between such currency or currency unit and the reference currency of the relevant Sub-Fund and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of shares against long-term movements of their currency of quotation and/or (vii) such other features as may be determined by the Board of Directors from time to time in compliance with applicable law;

(b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the relevant class of shares issued in respect of such Sub-Fund, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class of shares to be issued;

(c) The assets, liabilities, income and expenditure attributable to a Sub-Fund shall be applied to the class or classes of shares issued in respect of such Sub-Fund, subject to the provisions here above under (a);

(d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same class or classes of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class or classes of shares;

(e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith, provided that (i) where assets, on behalf of several Sub-Funds are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the Board of Directors, the respective right of each class of shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant class of shares to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the class of shares, as described in the sales documents for the shares of the Company;

(f) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Redemption Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day then its value shall be estimated by the Company.

**Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares.** The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular sub-fund and the issue, redemption and conversion of its shares from and to shares of each class:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Company attributable to a Sub-Fund quoted thereon; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange; or

f) following the suspension of (i) the calculation of the net asset value per share/unit, (ii) the issue, (iii) the redemption and/or (iv) the conversion of the shares/units issued within a Portfolio Fund in which the Sub-Fund invests; or

g) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and shall be notified to shareholders having made an application for subscription and redemption of Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue and redemption of Shares of any other Sub-Fund.

Any request for subscription or redemption shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each relevant Sub-Fund, following the end of the period of suspension.

### **Title III.- Administration and Supervision**

**Art. 13. Directors.** The Company shall be managed by the Board of Directors which is composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors proposed for election listed in the agenda of the general meeting of shareholders shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented. Any candidate for director not proposed in the agenda of the meeting shall be elected only by vote of the majority of the shares outstanding.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

**Art. 14. Board Meetings.** The Board of Directors may choose from among its members a chairman. It may choose a secretary, who need not to be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors



and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by letter, telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the board may determine, are present or represented.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution by mail, e-mail, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

**Art. 15. Powers of the Board of Directors.** The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

**Art. 16. Corporate Signature.** Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors, by the joint signature of any officers of the Company or by the joint signatures of a director and an officer of the Company or of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 17. Delegation of Power.** The Board of Directors of the Company may delegate under its responsibility its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Company will enter into an investment management agreement (the "Investment Management Agreement") with Prisma Capital Partners LP, One Penn Plaza, Suite 3515, New York, NY 10119, United States (the "Investment Manager"), as further described in the sales documents for the shares of the Company, who shall supply the Company with recommendations, advice and reports in connection with the management of the assets of the Company and shall advise the Board of Directors as to the selection of investment funds, liquid assets and other securities and assets pursuant to Article 18 hereof and has discretion, on a day-to-day basis and subject to the overall control of the Board of Directors of the Company to purchase and sell such investment funds and other assets and otherwise to manage the Sub-Fund's portfolios.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

**Art. 18. Investment Policies and Restrictions.** The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) the currency hedging strategy to be applied to specific classes of shares within particular Sub-Funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the sales documents of the shares of the Company, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

The Company is authorized (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

**Art. 19. Conflict of Interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

**Art. 20. Indemnification of Directors.** The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 21. Auditor.** The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé", the "Auditor") appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The Auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2010 Law.

#### **Title IV.- General meetings - Accounting year - Distributions**

**Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company.** The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, each year on the third Wednesday of the month of April at 2.00 p.m.

If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least fourteen days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be

prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

Given that all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

**Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares.** The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

**Art. 24. Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares.** In the event that for any reason the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board of Directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board of Directors, to redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this Article, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment organized under the provisions of Part II of the 2010 Law or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "new Fund") and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will

contain information in relation to the new Fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may in any other circumstances be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this Article, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fifth paragraph of this Article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned taken with a 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented and voting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favor of such amalgamation.

**Art. 25. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall commence on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year.

**Art. 26. Distributions.** The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal of the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant series in the class or classes of shares issued in respect of the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

#### **Title V. - Final provisions**

**Art. 27. Custodian.** To the extent required by law, the Company will enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the "Custodian").

The Custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law.

If the Custodian desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

**Art. 28. Dissolution of the Company.** The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the shares present and represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

**Art. 29. Liquidation.** Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

**Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation.** These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

**Art. 31. Statement.** Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

**Art. 32. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2010 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

#### *Transitory Dispositions*

1) The first accounting year will begin on the date of the formation of the Company and will end on 31 December 2013.

2) The first annual general meeting will be held in 2014.

#### *Subscription and Payment*

The share capital of the Company is subscribed as follows:

Alceda Fund Management SA, prequalified, subscribes for five hundred (500) shares, resulting in a total payment of fifty thousand United States Dollars (USD 50,000.-).

Evidence of the above payment, totaling fifty thousand United States Dollars (USD 50,000.-) was given to the undersigned notary.

The subscribers declared that upon determination by the Board of Directors, pursuant to the Articles, of the various classes of shares which the Company shall have, they will elect the class or classes of shares to which the shares subscribed to shall appertain.

#### *Declaration*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

#### *Expenses*

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its creation are estimated at approximately EUR 3,000.-

#### *General Meeting of Shareholders*

The above named person representing the entire subscribed has immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following are elected as directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 December 2013:

##### *Chairman of the Board:*

Mr. Girish Reddy, professionally residing at One Penn Plaza, Suite 3515, New York NY 10119.

##### *Members:*

Mr. Michael Sanders, Alceda Fund Management, professionally residing at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

Mr. Uwe Krönert, Alceda Fund Management, professionally residing at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

II. The following is elected as Auditor ("réviseur d'entreprises agréé") for a term to expire at the close of the annual general meeting of shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 December 2013:

Ernst & Young, 7 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

III. The address of the Company is set at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named person, this deed is worded in English at the request of the same appearing person.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the appearing party, the appearing party signed together with us, the notary this original deed.

signé: F. KASS et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 décembre 2012. Relation: LAC/2012/60235. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 décembre 2012.

Référence de publication: 2012169049/745.

(120223167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2012.

---

**Cordiant Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 173.623.

—  
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the thirteenth day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Cordiant Capital Inc, a company governed by the laws of Canada and having its registered office at Suite 2400, 1010 Sherbrooke St. W, Montreal, QC H3A ZR7, Canada,

represented by Jean-Baptiste Juvin, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 7 December 2012.

The proxy given, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

The appearing person, in his capacity, has requested the undersigned notary to establish a deed of incorporation of a corporation under the form of société anonyme as follows:

**Art. 1. Denomination.** There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued (the "Shares") a company in the form of a société anonyme under the name of "Cordiant Luxembourg S.A." (the "Company").

**Art. 2. Duration.** The duration of the Company is unlimited. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article 22 below.

**Art. 3. Registered Office.** The Company shall have its registered office in Luxembourg-City in the Grand Duchy of Luxembourg.

The board of directors of the Company (the "Board of Directors" and individually a "Director") shall have the right to set up offices, administrative centres, agencies and subsidiaries wherever it shall see fit, either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the Board of Directors and may be transferred to any other municipality within the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the general meeting of Shareholders.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may decide to transfer the registered office of the Company to any other municipality within the Grand Duchy of Luxembourg.

Where the Board of Directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

**Art. 4. Object, Purpose.** The purpose of the Company is the creation, administration and management of undertakings for collective investment ("UCIs") within the meaning of article 125 of the Luxembourg law of 17th December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "2010 Law"). The Company shall carry out any activities connected with the management, administration and marketing of these UCIs.

The Company may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object remaining, however, within the limitations set forth by the chapter 16 of the 2010 Law.

**Art. 5. Capital.** The subscribed Share capital is set at one hundred and twenty five thousand Euro (€ 125,000) consisting of one hundred and twenty five (125) Shares with a par value of one thousand Euro (€ 1000) each.

The Company may proceed to the repurchase of its own Shares within the limits laid down by the law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended (the "Company Law").

**Art. 6. Increase, Reduction of Capital.** The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of the Articles of Incorporation.

**Art. 7. Shares.** The Shares are issued in registered form only.

A register of Shareholders will be kept at the registered office of the Company where it will be available for inspection by any Shareholder. Ownership of registered Shares will be established by inscription in the said register. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, the transfers of shares and the dates of such transfers. A transfer of registered Shares in accordance with the articles of incorporation shall be carried out by means of a declaration of transfer entered in the said register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

The Company may recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the Share will be required to name one person as the owner of the Share vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Share until one person has been so designated. The same rule shall apply in the case of a conflict between an usufructuary and a bare owner or between a pledgor and a pledgee.

The Company may consider the person in whose name the registered Shares are registered in the register of Shareholders as the full owner of such registered Shares. The Company shall be completely free from every responsibility in dealing with such registered Shares towards third parties and shall be justified in considering any right, interest or claims of such third parties in or upon such registered Shares to be non-existent, subject, however, to any right which such third party might have to demand the registration or change in registration of registered Shares. In the event that a holder of registered Shares does not provide an address to which all notices or announcements from the Company may be sent, the Company may permit a note to this effect to be entered into the register of Shareholders and such Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until a different address shall be provided to the Company by such holder. The holder may, at any time, change his address as entered in the register of Shareholders by means of written notification to the registrar.

Upon the request of a Shareholder, certificates recording the entry of such Shareholder in the register of Shareholders may be issued in such denominations as the Board of Directors shall prescribe. The certificates so issued shall be in such form and shall bear such legends and such numbers of identification as shall be determined by the Board of Directors. Such certificates shall be signed manually or by facsimile or by such other electronic means by two (2) Directors or by a delegate of the Board of Directors.

If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that its Share certificate has been mislaid, lost, stolen or destroyed, then, at his request, a duplicate certificate may be issued under such conditions as the Company may determine subject to applicable provisions of the law. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void. Severely damaged Share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The severely damaged certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately. The Company may, at its election, charge the Shareholder for the costs of a duplicate or for a new certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the cancellation of the old certificate.

**Art. 8. Voting rights.** Each Share is entitled to one vote at a general meeting of Shareholders, unless otherwise provided by law.

**Art. 9. Shareholders meetings.** Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In the case of a sole Shareholder of the Company (the "Sole Shareholder"), such Sole Shareholder assumes all powers conferred to the Shareholders' meeting. In the Articles of Incorporation, as long as the Company has only one Shareholder, decisions taken, or powers exercised, by the Shareholders' meeting shall be deemed to be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

The quorum and notice periods required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax, cable, telegram, telex or any other electronic means capable of evidencing such proxy. A Shareholder may also participate at any meeting of Shareholders by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Shareholder. Such means must allow the Shareholder to participate effectively at such meeting of Shareholders. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided therein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast; votes cast shall not include votes attaching to Shares in respect of which the Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

If and to the extent permitted by the Board of Directors for a specific Shareholders' meeting, each Shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice.

The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least:

- the name, address or registered office of the relevant Shareholder,
- the total number of Shares held by the relevant Shareholder,
- the place, date and time of the Shareholders' meeting;
- the agenda of the Shareholders' meeting,
- the proposal submitted for decision of the Shareholders' meeting, as well as,
- for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms, which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received prior to the Shareholders' meeting to which they relate.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors or upon the written request of Shareholders representing at least one tenth of the Share capital of the Company, pursuant to a notice setting forth the agenda, sent at least 8 days prior to the Shareholders' meeting to each Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

If all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

**Art. 10. Annual General Meeting of Shareholders.** The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the twentieth day of the month of March in each year at 4 p.m. (CET).

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of Shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 11. Board of Directors.** The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three (3) members who need not be Shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the general meeting of Shareholders by a simple majority of the votes cast for a period expiring at the next general meeting of Shareholders.

Any Director may be removed with or without cause (*ad nutum*) by the general meeting of Shareholders by a simple majority of the votes cast at such general meeting of Shareholders.

In the case of vacancy in the office of a Director because of death, retirement, resignation, dismissal, removal or otherwise, the remaining Directors may fill such vacancy by way of co-optation until the next general meeting of Shareholders.

**Art. 12. Chairman of the Board of Directors, Day-to-day management.** The Board of Directors will appoint a chairman among its members (the "Chairman") and may choose from among its members one or more vicechairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors may establish from time to time internal rules, as deemed appropriate. The Chairman will generally preside over all meetings of the Board of Directors and of Shareholders. In the absence of the Chairman, an *ad hoc* chairman, who must not necessarily be a Director, elected by the relevant meeting, shall chair the relevant Board of Directors' meeting or the general Shareholders' meeting.

The Board of Directors may delegate the daily management of the business of the Company, as well as the power to represent the Company in its day to day business, to individual Directors, committees or other officers or agents of the Company, who need not be Shareholders. The Board of Directors will determine the conditions of appointment and dismissal as well as the remuneration and powers of any person or persons so appointed.

**Art. 13. Meetings of the Board of Directors.** The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman or any two (2) Directors. Notice of any meeting shall be given by letter, telegram, telephone, cable, telex, facsimile transmission or e-mail advice to each Director wherever practical twenty-four (24) hours before the meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set out in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, telefax message or facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such waiver.

The meeting will be duly held without prior notice if all the Directors are present or duly represented at the meeting.

Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.



The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented by another Director as proxy at a meeting of the Board of Directors. For the calculation of quorum and majority, the Directors participating at the meeting of the Board of Directors by way of video conference or by telecommunication means permitting their identification are deemed to be present.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, telefax message or any electronic means capable of evidencing such appointment. One Director may represent one or more Directors.

Any Director may also participate at any meeting of the Board of Directors by video conference, teleconference means or any other similar means of telecommunication provided that (i) his vote is confirmed in writing, (ii) the Director attending the meeting can be identified, (iii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iv) the transmission is performed on an on-going basis and (v) the Directors can properly deliberate. Such meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing or by telefax.

Decisions of the Board of Directors shall be taken by a simple majority of the votes cast.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board of directors.

In the event that in any meeting, the number of votes for and against a resolution is equal, the Chairman shall have a casting vote.

The Board of Directors may also in all circumstances and at any time with unanimous consent pass resolutions by way of circular written resolutions signed by all members of the Board of Directors. Such circular written resolutions will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. The signatures of the members of the Board of Directors may appear on a single document or multiple copies of the same resolution and may be evidenced by letters, cables or facsimile transmission or such other electronic means.

**Art. 14. Minutes of the Board of Directors.** The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed after their approval by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, any two Directors or by one Director and the secretary (if any).

**Art. 15. Powers of the Board of Directors.** The Board of Directors is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of management, disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the Company Law or by the articles of incorporation to the general meeting of Shareholders shall be within the competence of the Board of Directors.

**Art. 16. Binding Signatures.** The Company shall be bound by the joint signatures of any two (2) Directors and, in case there is only one Director, by the sole signature of that Director or by the sole or joint signature(s) of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of Directors.

**Art. 17. Conflicts of Interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of any such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of his/her/its connection and/or relationship with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or any other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

**Art. 18. Directors' indemnification.** Subject to the exceptions and limitations listed below:

(i) Every person who is, or has been, a Director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

(ii) The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any Director or officer of the Company:

(i) against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the Board of Directors.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall insure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including Directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

**Art. 19. Approved Statutory Auditor.** The audit of the annual accounting documents of the Company shall be entrusted to an approved statutory auditor. The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of Shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of Shareholders or until his successor is elected.

**Art. 20. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

**Art. 21. Allocation of Results, Legal Reserve.** The general meeting of Shareholders, upon recommendation of the Board of Directors, will determine how the annual results of the Company will be allocated.

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in the articles of incorporation or as increased or reduced from time to time as provided for herein.

Interim dividends may be declared and paid by the Board of Directors subject to observing the terms and conditions provided by law.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors.

**Art. 22. Amendment of the Articles of Incorporation.** The articles of incorporation may be amended from time to time by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and voting requirements provided for by the Company Law.

**Art. 23. Liquidation.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

**Art. 24. Governing Laws.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Transitory dispositions*

The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2013.

The first annual general meeting of the Shareholders will be held in 2014.

#### *Subscription and Payment*

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appeared party has subscribed and fully paid up the following Shares:

Subscriber	Number of Shares	Aggregate Subscription price(EUR)	Payment (EUR)
Cordiant Capital Inc . . . . .	125	125,000	125,000
Total: . . . . .	125	125,000	125,000

Evidence of the payment of the total subscription price has been given to the undersigned notary.

#### *Statement*

The undersigned notary declares that he has verified the conditions laid down in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Company Law and expressly confirms that they have been observed.

*Expenses, Valuation*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,600.-.

*Resolutions of the sole shareholder*

The Sole Shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are named members of the Board of Directors of the Company for a period ending at the first annual general meeting of Shareholders to be held in 2014:

Name	Title
David G. Creighton, Cordiant Capital Inc, Suite 2400, 1010 Sherbrooke St. W, Montreal, QC, H3A 2R7, Canada	Director
Bertrand Millot, Cordiant Capital Inc, Suite 2400, 1010 Sherbrooke St. W, Montreal, QC, H3A 2R7, Canada	Director
Level Advisory S.à r.l., having its registered office in L- 2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, permanently Represented by Marc Lefebvre, 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg	Director

3. The following person is appointed as approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") of the Company for a term to end at the first annual general meeting of Shareholders to be held in 2014:

PricewaterhouseCoopers, having its registered office at 400, Route d'Esch, L1014 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed is worded in English, followed by a French version, on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his/her surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

**Suit la traduction en langue française du texte qui précède**

L'an deux-mille douze, le treizième jour du mois de décembre.

Par devant nous, Maître Henri Hellinckx, Notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Cordiant Capital Inc, une société de droit Canadien ayant son siège social au Suite 2400, 1010 Sherbrooke St. W, Montreal, QC, H3A 2R7, Canada,

représentée par Jean-Baptiste Juvin, avocat, ayant sa résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 7 décembre 2012.

La procuration donnée, signée ne varietur par la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant, es-qualité, a demandé au notaire d'établir ainsi qu'il suit, les statuts d'une société sous forme de société anonyme :

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe entre tous les souscripteurs et tous ceux qui pourraient devenir propriétaires des actions ("Actions") une société en la forme d'une société anonyme sous la dénomination "Cordiant Luxembourg S.A." (la "Société").

**Art. 2. Durée.** La Société est établie pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires adoptée dans la forme exigée pour la modification des statuts, ainsi qu'il est précisé à l'Article 22 ci-après.

**Art. 3. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration de la Société (le "Conseil d'Administration" et individuellement un "Administrateur"), des bureaux, centres administratifs, filiales ou agences partout où il l'estimera opportun, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration et peut être transférée vers une autre municipalité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des Actionnaires.

Si les lois et réglementations en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg le permettent, et sous les conditions fixées par ces dernières, le Conseil d'Administration peut décider de transférer le siège social de la Société dans toute autre municipalité du Grand-Duché de Luxembourg.

Au cas où le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de son siège social, restera luxembourgeoise.

**Art. 4. Objet de la Société.** L'objet de la Société est la création, l'administration et la gestion d'organismes de placement collectif ("OPCs") au sens de l'article 125 de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif, (la "Loi de 2010"). La Société doit exercer toutes les activités en relation avec la gestion, l'administration et la commercialisation de ces OPCs.

La Société peut exercer toutes les activités jugées utiles à l'accomplissement de son objet tout en restant cependant dans les limites établies par le chapitre 16 de la Loi de 2010.

**Art. 5. Capital.** Le capital émis par la Société est fixé à cent vingt-cinq mille euros (€ 125.000,-) représenté par cent vingt-cinq (125) Actions ayant chacune une valeur nominale de mille euros (€ 1.000,-).

La Société pourra racheter ses propres Actions conformément à la loi sur les sociétés.

**Art. 6. Augmentation, Réduction de capital.** Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des Actionnaires prise conformément aux dispositions exigées pour la modification des statuts.

**Art. 7. Les Actions.** Les Actions sont uniquement émises sous la forme d'actions nominatives. Un registre des Actionnaires sera conservé au siège social de la Société où il sera disponible pour consultation par tout Actionnaire. La propriété des Actions nominatives sera établie par inscription dans ce registre. Ce registre doit établir le nom de chaque Actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'Actions qu'il détient, les montants souscrits pour chacune de ces Actions, les transferts d'Actions et les dates de ces transferts. Un transfert des Actions nominatives conformément aux statuts est effectué par déclaration de transfert inscrite dans ce registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires justifiant des pouvoirs requis. La Société peut aussi accepter comme preuve de transfert d'autres instruments de transfert jugés satisfaisants par la Société.

La Société ne peut reconnaître qu'un détenteur par Action. Dans le cas où une Action est détenue par plus d'une personne, les personnes revendiquant la propriété de l'Action seront tenues de nommer une personne comme étant le propriétaire de l'Action vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tout droit attaché à une telle Action jusqu'à ce qu'une personne ait été ainsi désignée. La même règle s'appliquera en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un gageur et un créancier gagiste.

La Société pourra considérer la personne au nom de laquelle sont inscrites les Actions nominatives dans le registre des Actionnaires comme étant le propriétaire unique de ces Actions nominatives. La Société sera complètement exonérée de toute responsabilité vis-à-vis des tiers pour les opérations portant sur de telles Actions nominatives et sera en droit de considérer comme inexistantes tous droits, intérêts ou prétentions de tiers sur, ou en relation avec les Actions nominatives concernées, à l'exception cependant du droit des tiers de demander l'inscription ou le changement de l'inscription d'Actions nominatives dans le registre. Dans le cas où le détenteur d'une Action nominative ne fournit pas une adresse à laquelle toutes les convocations et annonces de la Société pourront lui être envoyées, la Société peut permettre qu'une note soit inscrite à cet effet dans le registre des Actionnaires et que l'adresse d'un tel Actionnaire soit considérée comme étant l'adresse du siège social de la Société ou toute autre adresse pouvant être inscrite dans le registre de temps à autre, jusqu'à ce qu'une adresse différente ait été fournie à la Société par cet Actionnaire. L'Actionnaire peut à tout moment modifier l'adresse inscrite sur le registre des Actionnaires par le biais d'une notification écrite au teneur du registre.

A la demande d'un Actionnaire, des certificats attestant l'inscription de cet Actionnaire dans le registre des Actionnaires, peuvent être émis dans un libellé déterminé par le Conseil d'Administration. Les certificats émis prendront la forme et porteront les légendes et numéros d'identification tels que déterminés par le Conseil d'Administration. Ces certificats doivent être signés de manière manuscrite ou par signature envoyée par facsimile ou par un autre moyen électronique équivalent par deux (2) Administrateurs de la Société ou par un représentant du Conseil d'Administration.

Si un Actionnaire peut prouver de manière satisfaisante pour la Société que ses certificats ont été égarés, perdus, volés ou détruits, alors, à sa demande, un duplicata de certificat peut être remis sous des conditions pouvant être établies par la Société et soumises aux dispositions applicables de la loi. A la remise du nouveau certificat, sur lequel il doit être indiqué qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original à la place duquel le nouveau a été délivré deviendra caduc. Les certificats gravement endommagés peuvent être échangés avec des nouveaux sur ordre de la Société. Les certificats gravement endommagés doivent être remis à la Société et doivent être immédiatement annulés. La Société peut, à sa discrétion, facturer à l'Actionnaire les coûts engendrés par la délivrance d'un duplicata ou d'un nouveau certificat et toutes les dépenses raisonnables dues par la Société en relation avec ladite délivrance et l'enregistrement consécutif, ou en relation avec l'annulation de l'ancien certificat.

**Art. 8. Droit de vote.** Chaque Action donne droit à un vote à l'assemblée générale des Actionnaires, sauf disposition contraire de la loi.

**Art. 9. Assemblée des Actionnaires.** Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des Actionnaires de la Société. Elle dispose des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, accomplir ou ratifier les actes concernant les opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique ("Actionnaire Unique"), ce dernier exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des Actionnaires. Dans les statuts, tant que la Société ne comporte qu'un seul Actionnaire, toutes les décisions prises ou les pouvoirs exercés par l'assemblée générale des Actionnaires sont réputés comme faisant référence aux décisions prises ou les pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont inscrites dans un procès-verbal.

Le quorum et les délais de convocation requis par la loi régiront la convocation à et la conduite de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société, à moins que les présents statuts n'en disposent autrement.

Un Actionnaire peut prendre part à toute assemblée des Actionnaires en nommant un mandataire par écrit, fax, câble, télégramme, télex ou tout autre moyen électronique pouvant attester d'un tel mandat. Un Actionnaire peut également participer à toute assemblée générale des Actionnaires par vidéoconférence ou tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification de cet Actionnaire. Ce moyen doit satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée. Les délibérations de l'assemblée doivent être retransmises de façon continue.

A moins que la loi ou les statuts n'en disposent autrement, les résolutions de l'assemblée générale des Actionnaires dûment convoquée sont seulement adoptées à la majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux Actions pour lesquelles l'Actionnaire n'a pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Si et dans la mesure permise par le Conseil d'Administration pour une assemblée des Actionnaires spécifique, chaque Actionnaire vote à l'aide de formulaires de vote envoyés par voie postale ou par facsimile au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée sur la convocation, les Actionnaires n'utiliseront que des formulaires de vote fournis par la Société et qui indiqueront au moins :

- le nom, l'adresse ou le siège social de l'Actionnaire concerné,
- le nombre total d'Actions détenues par l'Actionnaire concerné,
- le lieu, la date et l'heure de l'assemblée des Actionnaires,
- l'ordre du jour de l'assemblée des Actionnaires,
- la proposition soumise à la décision des l'assemblée des Actionnaires, ainsi que
- pour chaque proposition, trois cases permettant à l'Actionnaire de voter en faveur, contre ou de s'abstenir de voter à chaque résolution proposée en cochant la case appropriée.

Les formulaires de vote, qui ne présentent ni un vote en faveur, ni contre la résolution, ni une abstention devront être caduques. La Société ne prendra en considération que les formulaires de vote reçus avant l'assemblée des Actionnaires dont ils relèvent.

Les Actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil d'Administration ou sur demande écrite des Actionnaires représentant au moins un dixième du capital social de la Société, par une demande écrite indiquant l'ordre du jour, envoyée au moins 8 jours avant l'assemblée des Actionnaires à chaque Actionnaire à l'adresse de l'Actionnaire indiquée dans le registre des Actionnaires.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toute autre condition qui doit être remplie par les Actionnaires afin qu'ils participent à toute assemblée des Actionnaires.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des Actionnaires et s'ils affirment avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis ou publication préalable.

**Art. 10. Assemblée générale annuelle des Actionnaires.** L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se réunira conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation à l'assemblée, le vingtième jour du mois mars de chaque année à 16 heures (CET).

Si les lois et réglementations du Luxembourg le permettent et dans les conditions fixées par ces dernières, l'assemblée générale des Actionnaires se tiendra à une date, une heure ou un lieu différents de ceux établis dans le paragraphe précédent, cette date, cette heure et ce lieu devant être désignés par une décision du Conseil d'Administration.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire au Luxembourg, elle sera tenue le jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires peut être tenue à l'étranger, si selon l'avis du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

D'autres assemblées des Actionnaires peuvent être tenues aux endroits et heures indiqués dans les avis de convocations.

**Art. 11. Conseil d'Administration.** La Société est dirigée par un Conseil d'Administration composé au minimum de trois (3) membres qui n'ont pas besoin d'avoir la qualité d'Actionnaire de la Société.

Les Administrateurs sont élus, par l'assemblée générale des Actionnaires statuant à la majorité simple des voix exprimées, pour une période échéant à la prochaine assemblée générale des Actionnaires.

Un Administrateur peut toujours être révoqué avec ou sans raison (ad nutum) par l'assemblée générale des Actionnaires statuant à la majorité simple des voix exprimées à cette assemblée générale des Actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'Administrateur pour cause de décès, de départ en retraite, de démission, de révocation ou toute autre cause, les Administrateurs restants peuvent provisoirement remédier à cette vacance par cooptation jusqu'à l'assemblée générale des Actionnaires suivante.

**Art. 12. Président du Conseil d'Administration, Gestion des affaires courantes.** Le Conseil d'Administration nommera un président ("le Président") parmi ses membres et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un Administrateur et qui devra dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que des assemblées des Actionnaires. Le Conseil d'Administration pourra établir de temps à autre des règles de fonctionnement interne, s'il le juge nécessaire. Le Président présidera généralement toutes les réunions du Conseil d'Administration et toutes les assemblées des Actionnaires. En cas d'absence du Président, un Président ad hoc, ne devant pas nécessairement être un Administrateur, élu par l'assemblée ou la réunion concernée, devra présider la réunion du Conseil d'Administration concerné ou l'assemblée générale des Actionnaires concernée.

Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que le pouvoir de représenter la Société dans ses affaires courantes, à un ou plusieurs Administrateurs, à des comités ou autres fondés de pouvoir ou mandataires de la Société, qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires. Le Conseil d'Administration déterminera les conditions de nomination et de révocation ainsi que la rémunération et les pouvoirs de la ou des personnes ainsi nommés.

**Art. 13. Réunion du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration se réunit à la demande du Président ou de deux (2) Administrateurs. La convocation à une réunion pourra être faite par lettre, télégramme, téléphone, câble, telex, facsimile ou e-mail à chaque Administrateur, si possible vingt-quatre (24) heures avant la réunion, sauf dans des circonstances d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation suite à l'assentiment par chaque Administrateur par écrit ou par câble, télégramme, telex, facsimile ou par tout autre moyen électronique faisant preuve de cette renonciation.

La réunion sera dûment tenue sans convocation préalable si tous les Administrateurs sont présents ou dûment représentés à la réunion. Des convocations distinctes ne sont pas requises pour les réunions particulières qui se déroulent aux heures et places déterminées dans un programme adopté préalablement par une résolution du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir que si au moins la moitié des Administrateurs sont présents ou représentés par un autre Administrateur en tant que mandataire à la réunion du Conseil d'Administration. Pour le calcul du quorum et de la majorité, les Administrateurs participant à une réunion du Conseil d'Administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification sont réputés comme étant présents.

Tout Administrateur peut agir lors d'une réunion du Conseil d'Administration en désignant un autre Administrateur comme mandataire par écrit ou par câble, télégramme, telex, facsimile ou par tout autre moyen électronique faisant preuve d'un tel mandat. Un Administrateur peut représenter un ou plusieurs Administrateurs.

Tout Administrateur peut également participer à toute réunion du Conseil d'Administration par vidéoconférence, téléconférence ou tout autre moyen de télécommunication similaire à condition que (i) son vote soit confirmé par écrit, (ii) l'Administrateur assistant à la réunion puisse être identifié, (iii) toutes les personnes participant à la réunion puissent entendre et s'adresser à chacune d'entre elles, (iv) la transmission soit exécutée en continu et (v) les Administrateurs puissent délibérer correctement. Une réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège social de la Société. Les Administrateurs peuvent également exprimer leur vote par écrit ou par facsimile.

Les décisions du Conseil d'Administration doivent être prises à la majorité simple des voix exprimées.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des Administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration.

Dans l'hypothèse selon laquelle à une réunion, les nombres de votes pour et contre une résolution sont égaux, le Président aura un vote prépondérant.

Le Conseil d'Administration peut également en toutes circonstances et à tout moment adopter à l'unanimité des décisions au moyen de résolutions circulaires écrites et signées par tous les membres du Conseil d'Administration. Ces résolutions circulaires écrites seront aussi valables et effectives que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Les signatures des membres du Conseil d'Administration pourront apparaître sur un même document ou sur plusieurs copies d'un même document et pourront être prouvées par lettres, télégramme, ou par fax ou par tout autre moyen électronique.

**Art. 14. Procès-verbaux du Conseil d'Administration.** Le procès-verbal de toute réunion du Conseil d'Administration devra être signé, après approbation, par le Président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé cette réunion.

Des copies ou extraits de ces procès-verbaux devant être produits en justice ou en d'autres circonstances devront être signés par le Président, deux des Administrateurs ou par l'un des Administrateurs et le Secrétaire (le cas échéant).

**Art. 15. Pouvoirs du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou réaliser tous les actes de gestion, de disposition et d'admini-

nistration dans le cadre de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi sur les Sociétés") ou les statuts de la Société à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

**Art. 16. Signatures engageant la Société.** La Société est engagée par la signature conjointe de deux (2) Administrateurs et, dans l'hypothèse où il n'y aurait qu'un seul Administrateur, par la seule signature de cet Administrateur ou par la seule signature ou la signature conjointe de toute personne ou des personnes auxquelles ce pouvoir de signature a été délégué par le Conseil d'Administration.

**Art. 17. Conflits d'intérêts.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et tout autre société ou entreprise ne sont affectés ou annulés par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société ont un intérêt, ou sont administrateurs, collaborateurs, fondés de pouvoir ou employés dans une telle société ou entreprise. Tout Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé de toute société ou entreprise avec laquelle la Société conclut des contrats ou noue des relations d'affaires, ne saurait en raison son lien avec cette autre société ou entreprise, être privé du droit de délibérer, et de voter sur ou d'intervenir dans quelque matière ayant trait à de pareils contrats ou affaires.

Le terme "intérêt personnel", tel qu'il est utilisé dans le présent article, n'inclura pas les relations ou les intérêts qui pourront exister de quelque manière, qualité ou transaction impliquant une entité promouvant la Société ou toute société filiale ou toute autre société ou entité déterminée par le Conseil d'Administration à sa discrétion, à condition que cet intérêt personnel ne soit pas considéré comme un conflit d'intérêt au regard des lois et réglementations applicables.

**Art. 18. Indemnisation des Administrateurs.** Sous réserve des exceptions et limitations indiquées ci-dessous:

(i) Toute personne qui est, ou a été, Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société sera indemnisée par la Société, à concurrence du maximum permis par la loi, pour toute responsabilité et dépenses raisonnablement encourues ou déboursées par elle en rapport avec une quelconque demande, action, poursuite ou procédure à laquelle elle a été mêlée ou autrement impliquée en sa qualité, présente ou passée, d'Administrateur, de fondé de pouvoir de la Société, de même que de tous montants déboursés ou exposés à ce titre par elle.

(ii) Les termes "demande", "action", "poursuite" ou "procédure" s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (civiles, pénales et autres, y compris les instances d'appel) en cours ou pendantes; les termes "responsabilités" et "dépenses" incluent sans restriction les honoraires d'avocats, les frais, les amendes, les montants payés à titre d'arrangements et autres dettes.

Aucune indemnisation n'est consentie à un Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société:

(i) pour la mise en cause de sa responsabilité envers la Société ou ses Actionnaires découlant d'une infraction intentionnelle, de mauvaise foi, de faute grave ou d'imprudence grossière dans l'accomplissement des devoirs découlant de sa fonction;

(ii) pour tout acte pour lequel il aura été finalement jugé qu'il a agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) en cas de transaction, à moins que cette transaction n'ait été approuvée par un tribunal compétent ou par le Conseil d'Administration.

Le droit à indemnisation, tel que prévu par le présent article, est autonome et n'affecte pas les autres droits dont un Administrateur ou fondé de pouvoir pourrait bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsiste à l'égard d'une personne ayant cessé d'être Administrateur ou fondé de pouvoir et se transmet aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions du présent article n'affectent pas le droit à indemnisation qui peut être accordé par contrat ou autrement par la loi au personnel de la Société y compris aux Administrateurs et aux fondés de pouvoir.

Les dépenses engagées en vue de la préparation et de la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure telles que décrites dans le présent article sont avancées par la Société avant la décision finale, contre l'engagement de l'Administrateur ou du fondé de pouvoir de rembourser le montant avancé s'il apparaît en définitive qu'il n'avait pas droit à indemnisation en vertu du présent article.

**Art. 19. Réviseur d'entreprise agréé.** La révision des documents comptables annuels de la Société sera confiée à un réviseur d'entreprises agréé. Le réviseur d'entreprises agréé sera élu par l'assemblée générale annuelle des Actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale des Actionnaires ou jusqu'à l'élection de son successeur.

**Art. 20. Exercice comptable.** L'exercice comptable de la Société commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier de chaque année et prend fin le trente-et-un (31) décembre de la même année.

**Art. 21. Répartition des bénéfices, Allocation à la réserve légale.** L'assemblée générale des Actionnaires, sur recommandation du Conseil d'Administration, déterminera l'affectation du bénéfice annuel de la Société.

Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve sera égale à dix pour cent (10%) du

capital souscrit de la Société, comme prévus dans les présents statuts ou augmenté ou diminué de temps à autre comme prévu dans les statuts.

Des acomptes sur dividendes peuvent être déclarés et payés par le Conseil d'Administration, sous réserve de l'observation des modalités et conditions prévues par la loi.

Les dividendes déclarés peuvent être payés dans une devise choisie par le Conseil d'Administration et peuvent être payés aux endroits et aux moments déterminés par le Conseil d'Administration.

**Art. 22. Modification des statuts.** Les statuts peuvent être modifiés de temps à autre par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires selon les quorums et majorités prévus par la Loi sur les Sociétés.

**Art. 23. Liquidation.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des Actionnaires décidant la liquidation et qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

**Art. 24. Lois applicables.** Sauf dispositions contraires prévues par les présents statuts, les dispositions des lois du Grand-Duché de Luxembourg seront applicables.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice comptable commencera à la date de constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2013.

La première assemblée générale annuelle des Actionnaires sera tenue en 2014.

#### *Souscription et Paiement*

Les statuts de la Société ayant été rédigés par la partie comparante, la partie ayant comparu a souscrit et entièrement libéré les Actions suivantes:

Souscripteur	Nombres d'actions	Prix de souscription total (EUR)	Paiement (EUR)
Cordiant Capital Inc . . . . .	125	125.000	125.000
Total: . . . . .	125	125.000	125.000

La preuve du paiement du prix de souscription a été remise au notaire soussigné.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions fixées par les articles 26, 26-3 et 26-5 de la Loi sur les Sociétés et confirme expressément qu'elles ont été respectées.

#### *Dépenses, Evaluation*

Les dépenses, coûts, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, résultant de la présente constitution qui doivent être supportés par la Société sont estimés approximativement à EUR 1.600.-.

#### *Résolution de l'actionnaire unique*

L'Actionnaire Unique a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées membres du Conseil d'Administration de la Société pour une période prenant fin lors de la première assemblée générale annuelle des Actionnaires se tenant en 2014:

Nom	Titre
David G. Creighton, Cordiant Capital Inc, Suite 2400, 1010 Sherbrooke St. W, Montreal, QC, H3A 2R7, Canada	Administrateur
Bertrand Millot, Cordiant Capital Inc, Suite 2400, 1010 Sherbrooke St. W, Montreal, QC, H3A 2R7, Canada	Administrateur
Level Advisory S.à r.l., ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, représentée de manière permanente par Marc Lefebvre, 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg	Administrateur

3. La personne suivante est nommée comme réviseur d'entreprise agréé de la Société pour une durée se terminant à la première assemblée générale annuelle des Actionnaires se tenant en 2014:

PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400, Route d'Esch, L1014 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la personne comparante ci-dessus, cet acte est rédigé en langue anglaise, suivie d'une traduction française, qu'à la demande de ladite personne comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise doit prévaloir.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.



Le document a été lu à la personne comparante, connue du notaire par son nom, prénom son état civil et sa résidence, cette personne présente de signer le présent acte original, avec nous, le notaire.

Signé: J.-B. JUVIN et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59970. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Référence de publication: 2012167607/617.

(120221261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2012.

### **Amethis Finance Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 173.305.

#### STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-first day of November.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) General Partner Participations S.A., part of La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A. group, a public company incorporated under the laws of Luxembourg on 19<sup>th</sup> July 2007 with registration number B 130.070 and with registered office at 16, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Johanne Mersch, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on November 20<sup>th</sup>, 2012.

2) Mr Laurent Demey, manager, born on July 30<sup>th</sup>, 1969 in Hazebrouck (France), having the French nationality and residing at 30, rue Desaix, 75015 Paris, France,

here represented by Johanne Mersch, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on November 14<sup>th</sup>, 2012.

3) Mr Luc Rigouzzo, manager, born on June 7<sup>th</sup>, 1963 in Athena (Greece), having the French nationality and residing at 27, route de la Faisanderie, 78110 Le Vésinet, France,

here represented by Johanne Mersch, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on November 14<sup>th</sup>, 2012.

The said proxies, initialled ne varietur by the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their here above stated capacity, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

#### *Interpretation:*

In these Articles, unless the context otherwise requires, terms in these Articles shall have the meaning given to them in the Company's confidential offering memorandum.

#### **A. Purpose - Duration - Name - Registered office**

**Art. 1.** There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a private limited company (société à responsabilité limitée or S.à r.l.) which shall be governed by the law of 10<sup>th</sup> August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation under the name of Amethis Finance Luxembourg, société à responsabilité limitée (hereinafter the "Company").

**Art. 2.** The purpose of the Company is to acquire and hold a participation in a SICAR, société d'investissement en capital à risque organized as a société en commandite par actions, duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "SICAR"), and to act as their manager and shareholder with unlimited liability.

**Art. 3.** The Company is incorporated for an unlimited period.

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the

manager or, in the case of several managers, the board of managers. Within the same municipality, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or, in the case of several managers, the board of managers.

In the event that the manager or, in the case of several managers, the board of managers determine(s) that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

## B. Share Capital - Shares

**Art. 5.** The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by twenty-five thousand (25,000) shares with a par value of fifty cents (EUR 0.50) euros each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

**Art. 6.** The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least. The shares to be subscribed shall be offered preferably to the existing shareholder (s), in proportion to the share in the capital represented by his/their shares.

**Art. 7.** The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 8.** The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

**Art. 9.** The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

**Art. 10.** Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

## C. Management

**Art. 11.** The Company is managed by a board of managers of at least 5 members with a parity between (i) the managers appointed out of a list of candidates proposed for appointment by Luc Rigouzzo and Laurent Demey or any successor thereof, (ii) the managers appointed out of a list of candidates proposed for appointment by General Partner Participations S.A. or any successor thereof, and with one (1) or more independent Manager(s) appointed by common consent of all unitholders.

The managers do not need to be shareholders.

In dealings with third parties, the managers have the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose. The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may only be dismissed for cause.

The Company shall be bound in all circumstances by the joint signatures of any two managers or by the signature or any person to whom such signatory power has been delegated by the board of managers.

**Art. 12.** The Company is managed by a board of managers which shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by consent in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a simple majority of votes of the managers present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

**Art. 13.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

**Art. 14.** The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

**Art. 15.** The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

#### **D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders**

**Art. 16.** Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

**Art. 17.** Except a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 18.** As the case may be, the sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 concerning commercial companies, as amended.

#### **E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits**

**Art. 19.** The Company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

**Art. 20.** Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the manager or, in the case of several managers the board of managers, prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 21.** Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders. The balance is available for distribution by the general meeting of shareholders. The manager or, in the case of several managers, the board of managers may distribute interim dividends to the extent sufficient funds are available therefore.

#### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 22.** In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

**Art. 23.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies, as amended.

#### *Subscription and Payment*

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said parties, represented as stated here above, declare to subscribe for the shares in the Company as follows:

1. General Partner Participations S.A., above-named, subscribes for twelve thousand seven hundred fifty (12,750) shares, resulting in a total payment of six thousand three hundred seventy-five euro (EUR 6,375.-).

2. Laurent Demey, above-named, subscribes for six thousand one hundred twenty-five (6,125) shares, resulting in a total payment of three thousand sixty-two euro and fifty cents (EUR 3,062.50);

3. Luc Rigouzzo, above-named, subscribes for six thousand one hundred twenty-five (6,125) shares, resulting in a total payment of three thousand sixty-two euro and fifty cents (EUR 3,062.50).

All these shares have been fully paid up in cash, therefore the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is as now at the disposal of the Company. Proof of such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

#### *Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31<sup>st</sup> December 2013.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand seven hundred euro (EUR 1,700.-).

#### *Declaration of the shareholders in lieu of a general meeting*

The above named persons, representing the entire subscribed capital have immediately proceeded to pass the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

2. The following persons are appointed members of the board of managers of the Company:

- Mr Luc Rigouzzo, manager, born on June 7<sup>th</sup>, 1963 in Athena (Greece), having the French nationality and residing at 27, route de la Faisanderie, 78110 Le Vésinet, France;

- Mr Laurent Demey, manager, born on July 30<sup>th</sup>, 1969 in Hazebrouck (France), having the French nationality and residing at 30, rue Desaix, 75015 Paris, France;

- Mr Hugo Ferreira, manager, born on December 20<sup>th</sup>, 1953 in Democratic Republic of Congo, having the Portuguese nationality and residing at 6, route de Courte Raye, 1297 Founex, Switzerland, representing La Compagnie Benjamin de Rothschild;

- Mr Johnny El Hachem, manager, born on September 9<sup>th</sup>, 1977 in Ain El Ramane (Lebanon), having the Lebanese nationality and residing at 8, Chemin de la Faucille, 1295 Mies, Switzerland, representing La Compagnie Benjamin de Rothschild;

- Mr Bernard Herman, manager, born on July 15<sup>th</sup>, 1956 in Haine-Saint-Paul (Belgium) and residing at BP 1417, L-1630 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The managers are vested with the broadest powers to act in the name of the Company in all circumstances and to bind the Company by their joint signatures.

The general meeting authorizes the board of managers of the Company to delegate the day to day management of the Company as well as the representation of the Company in connection therewith to one or more of its members.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille douze et le vingt et un novembre.

Par-devant nous Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

General Partner Participations S.A., fraction du groupe La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est au 16, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.070,

représentée par Johanne Mersch, juriste, résidant au Luxembourg, en vertu d'un pouvoir conféré le 20 novembre 2012.

Laurent Demey, gérant, né le 30 juillet 1969 à Hazebrouck (France), de nationalité française et résidant au 30, rue Desaix, 75015 Paris, France,

représenté par Johanne Mersch, juriste, résidant au Luxembourg, en vertu d'un pouvoir conféré le 14 novembre 2012.

Luc Rigouzzo, gérant, né le 7 juin 1963 à Athènes (Grèce), de nationalité française et résidant au 27, route de la Faisanderie, 78110 Le Vésinet, France,

représenté par Johanne Mersch, juriste, résidant au Luxembourg, en vertu d'un pouvoir conféré le 14 novembre 2012.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par les parties comparantes et le notaire, sont jointes au présent acte pour être enregistrées avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

### **A. Objet - Durée - Dénomination - Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est créé par les présentes entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts de la Société par la suite une société à responsabilité limitée (S.à r.l.) régie par la Loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle qu'amendée, ainsi que par les présents statuts, sous la dénomination Amethis Finance Luxembourg, société à responsabilité limitée (ci-après la «Société»).

**Art. 2.** La Société a pour objet l'acquisition et la détention de participations dans une SICAR (société d'investissement en capital à risque), sous forme de société en commandite par actions de droit luxembourgeois (la «SICAR»), et d'agir en tant qu'associé gérant commandité de cette SICAR.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4.** Le siège social est sis à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut décider la constitution de succursales, de filiales et d'autres bureaux situés dans le Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger. Le siège social peut être transféré au sein de la même municipalité par simple résolution du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Si le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, estime que des événements politiques ou militaires extraordinaires intervenus ou imminents sont de nature à gêner le déroulement normal des activités de la Société là où la Société a son siège social, ou à entraver les communications entre le siège social et des personnes se trouvant à l'étranger, le siège social peut être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à la disparition complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires seront sans effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant ce transfert temporaire, restera une société de droit luxembourgeois.

### **B. Capital social - Parts sociales**

**Art. 5.** Le capital de la Société est de douze mille cinq cents (EUR 12.500,-) euros représenté par vingt-cinq mille (25.000) parts d'une valeur nominale de cinquante centimes (EUR 0,50) chacune.

Chaque part donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

**Art. 6.** Le capital social pourra être modifié à tout moment par décision de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts à souscrire seront proposées prioritairement aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital représenté par leurs parts sociales.

**Art. 7.** La Société ne reconnaît qu'un seul détenteur par part. Les copropriétaires indivis désigneront un représentant unique qui les représentera auprès de la Société.

**Art. 8.** Les parts de la Société sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à un nouvel associé que sous réserve de l'accord des autres associés, donné en assemblée générale à la majorité des trois quarts du capital social.

En cas de décès, les parts de l'associé décédé ne peuvent être cédées à de nouveaux associés qu'avec l'accord des autres associés, donné en assemblée générale, à la majorité des trois quarts du capital social. Toutefois, cet accord n'est pas requis si les parts sont cédées aux ascendants ou aux descendants du conjoint survivant.

**Art. 9.** Le décès, la privation des droits civiques, la faillite ou l'insolvabilité d'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

**Art. 10.** Les créanciers, les cessionnaires ou les héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens ou les documents de la Société.

### **C. Direction**

**Art. 11.** La Société est gérée par un conseil de gérance d'au moins cinq (5) membres avec une parité entre (i) les gérants nommés d'après une liste de candidats proposés pour nomination par Luc Rigouzzo et Laurent Demey ou tout successeur, (ii) les gérants nommés d'après une liste de candidats proposés pour nomination par General Partner Parti-

ciations S.A. ou tout successeur, et avec un (1) ou plusieurs gérants indépendants nommé d'un commun accord de tous les porteurs de parts.

Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

Dans les rapports avec les tiers, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus larges pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour autoriser toutes opérations compatibles avec l'objet de la Société. Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, qui fixe les conditions de leur mandat. Il ou ils ne peuvent être révoqués que pour un juste motif.

La Société est liée en toutes circonstances par la signature de son gérant ou, s'ils sont plusieurs, par les signatures conjointes de deux gérants, ou par la signature de toute personne à laquelle ce pouvoir a été délégué par le conseil de gérance.

**Art. 12.** La Société est gérée par un conseil de gérance qui désigne parmi ses membres un président et, le cas échéant, un vice-président. Il peut également désigner un secrétaire, qui n'est pas nécessairement un gérant, qui sera chargé de la rédaction des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation de son président, ou de deux gérants, au lieu indiqué sur l'avis de convocation. Les séances du conseil de gérance se tiennent au siège social de la Société, sauf indication contraire dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les séances du conseil de gérance mais, en son absence, le conseil de gérance peut désigner un autre gérant pour assurer la présidence pro tempore, à la majorité des votants présents à cette séance.

Les gérants doivent être convoqués par écrit à toute séance du conseil de gérance avec un préavis d'au moins vingt-quatre (24) heures sur la date prévue pour la séance, sauf urgence, auquel cas la nature et les raisons de l'urgence seront indiquées sur l'avis. Il peut être renoncé à cet avis par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale n'est pas nécessaire pour convoquer un conseil de gérance à une heure et en un lieu qui avaient été fixés par une résolution antérieure adoptée par le conseil de gérance.

Aucun avis n'est requis si tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à la séance du conseil de gérance ou pour approuver une résolution consignée par écrit et approuvée et signée par tous les membres du conseil de gérance.

Un gérant peut intervenir à une séance du conseil de gérance par le biais d'un autre gérant qu'il nomme en qualité de mandataire par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Un gérant peut participer à une séance du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes participant à la séance de s'entendre les unes les autres. La participation à une séance par le biais de ces moyens équivaut une participation en personne.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Si au cours d'une séance il y a partage de voix sur une résolution, le président de séance a voix prépondérante.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire, les membres exprimant leur accord par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble des circulaires constituera le procès-verbal faisant preuve de la résolution.

**Art. 13.** Le procès-verbal d'une séance du conseil de gérance est signé par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou les extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou dans d'autres circonstances doivent être signés par le président ou par deux gérants ou encore par la personne désignée à cet effet par le conseil de gérance.

**Art. 14.** Le décès ou la démission d'un gérant pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la Société.

**Art. 15.** Le ou les gérants n'encourent, en raison de leur fonction, aucune responsabilité personnelle au titre des engagements pris régulièrement au nom de la Société. En leur qualité de mandataires ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

#### **D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés**

**Art. 16.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé a un nombre de voix égale au nombre de parts qu'il détient ou qu'il représente.

**Art. 17.** A moins qu'une majorité plus importante soit requise en vertu des présents statuts, les décisions collectives sont adoptées à la majorité des associés détenant plus de la moitié du capital social.

La modification des statuts exige l'accord des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 18.** Le cas échéant, l'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés, conformément aux dispositions de la Section XII de la Loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle qu'amendée.

## E. Exercice fiscal - Comptes annuels - Distribution des profits

**Art. 19.** L'exercice de la Société commence le premier janvier et s'achève le trente et un décembre de la même année.

**Art. 20.** Les comptes sont arrêtés le trente et un décembre de l'année et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire présentant une estimation de la valeur de l'actif et du passif de la Société. Chaque associé peut vérifier l'inventaire et le bilan au siège de la Société.

**Art. 21.** Cinq pour cent (5%) du bénéfice net de la Société est affecté à la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde peut être affecté librement par les associés. Le solde peut être affecté à la distribution par l'assemblée générale des associés. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut distribuer un acompte sur dividende dans la mesure où des fonds suffisants existent.

## F. Dissolution - Liquidation

**Art. 22.** En cas de dissolution, la Société sera liquidée par un ou plusieurs liquidateurs, qui ne sont pas nécessairement des associés, nommés par l'assemblée générale des associés, qui fixe leur mandat et leurs honoraires. Sauf décision contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation l'actif et le paiement du passif de la Société.

L'actif après déduction du passif sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

**Art. 23.** Toute question qui n'est pas régie par les présents statuts est régie par la Loi du 10 août 1915 relative aux sociétés, telle que modifiée.

### *Souscription et Paiement*

Les parties comparantes, représentées comme indiqué en tête des présentes, ayant rédigé les statuts de la Société, déclarent souscrire les actions de la Société de la manière suivante:

1. General Partner Participations S.A., précitée, souscrit douze mille sept cent cinquante (12.750) actions, pour un paiement total de six mille trois cents soixante-quinze Euros (EUR 6.375,-).

2. Laurent Demey, précité, souscrit six mille cent vingt-cinq (6.125) actions, pour un paiement total de trois mille soixante-deux Euros et cinquante centimes (EUR 3.062,50).

3. Luc Rigouzzo, précité, souscrit six mille cent vingt-cinq (6.125) actions, pour un paiement total de trois mille soixante-deux Euros et cinquante centimes (EUR 3.062,50).

Toutes ces actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société. La preuve de ce paiement est donnée au notaire soussigné, qui déclare que les conditions fixées par l'article 183 de la Loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été satisfaites.

### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le 31 décembre 2013.

### *Frais*

Les frais, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit supportés par la Société pour les besoins de sa constitution sont estimés à environ mille sept cents euros (1.700,- EUR).

### *Déclaration des associés tenant lieu d'assemblée générale*

Les personnes susvisées, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme régulièrement convoquées, ont adopté aussitôt les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées membres du conseil de gérance de la Société:

- Monsieur Luc Rigouzzo, gérant, né le 7 juin 1963 à Athènes (Grèce), de nationalité française et résidant au 27, route de la Faisanderie, 78110 Le Vésinet, France;

- Monsieur Laurent Demey, gérant, né le 30 juillet 1969 à Hazebrouck (France), de nationalité française et résidant au 30, rue Desaix, 75015 Paris, France;

- Monsieur Hugo Ferreira, gérant, né le 20 décembre 1953 en République démocratique du Congo, ayant la nationalité portugaise et résidant au 6, route de Courte Raye, 1297 Founex, Suisse, représentant La Compagnie Benjamin de Rothschild;

- Mr Johnny El Hachem, gérant, né le 9 septembre 1977 à Ain El Ramane (Liban), ayant la nationalité libanaise et résidant au 8, Chemin de la Faucille, 1295 Mies, Suisse, représentant La Compagnie Benjamin de Rothschild;

- Mr Bernard Herman, gérant, né le 15 juillet 1956 à Haine-Saint-Paul (Belgique) et résidant au BP 1417, L-1630 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Les gérants sont investis des pouvoirs les plus larges pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour engager la Société par leur signature conjointe.

L'assemblée générale autorise le Conseil de gérance de la Société à déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société relative à cette délégation à un ou plusieurs de ses membres.

Dont Acte, le présent acte a été dressé au Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes que, à la demande des parties comparantes susvisées, le présent acte authentique est rédigé en anglais et suivi de sa traduction en français; en cas de divergence entre le texte en anglais et le texte en français, la version en anglais prévaudra.

Après lecture du document à la personne comparante, dont le notaire connaît le nom, le prénom, l'état civil et la résidence, cette personne a signé avec le notaire le présent acte authentique.

Signé: J. MERSCH et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 novembre 2012. Relation: LAC/2012/56949. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 décembre 2012.

Référence de publication: 2012160800/379.

(120212599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2012.

**02F S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 168.753.

**Amaris Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 47, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 123.867.

Le soussigné, ROGER ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, par la présente certifie et reconnaît que:

(i) selon la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, (la Loi), l'autorité publique compétente pour établir suivant les dispositions de l'article 273 de la Loi, un certificat attestant que les conditions de l'article 281 de la Loi sont remplies;

(II)

(a) les sociétés (i) 02F S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.753, ayant son siège social à 70 route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) (02F S.à r.l.) et (ii) AMARIS GROUP S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.867 et ayant son siège social à 47, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (AMARIS GROUP S.A.), ont initié une fusion par absorption par laquelle 02F S.à r.l. absorbe AMARIS GROUP S.A.;

(b) le projet de fusion entre 02F S.à r.l. et AMARIS GROUP S.A. établissant les termes de la fusion d'AMARIS GROUP S.A. par 02F S.à r.l. a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association (Mémorial C) sous le numéro 2903 du 30 novembre 2012 (le Projet de Fusion);

(c) la publication du Projet de Fusion sera réalisée au moins un mois avant la publication du présent document;

(d) les documents indiqués à l'article 267 (1) de la Loi, ont été mis à la disposition des associés d'02F S.à r.l. au siège social de cette société au moins un mois avant la présente date, tel que les associés d'02F S.à r.l. le reconnaissent et le déclarent;

(e) l'article 264 c) est d'application;

(f) la publication du présent certificat au Mémorial C un mois après la publication du Projet de Fusion au Mémorial C, rend la fusion entre d'AMARIS GROUP S.A. et 02F S.à r.l. effective à l'égard des tiers.

Fait et passé à Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Roger ARRENSDORFF

Notaire

Référence de publication: 2012168535/35.

(120220990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.